

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(CCTP)
FASCICULE 5 : DÉFINITION, RECHERCHE ET
CONSTITUTION DU CAHIER DES CHARGES DES MESURES
COMPENSATOIRES**

L'Acheteur

Ministères Aménagement du Territoire et Transition Écologique
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de
Normandie

Objet du marché

**RN12 – Aménagement des sections Mortagne-au-Perche / Tourouvre-au-Perche
et Saint-Anne / Charencey**
Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'études et procédures amont

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Table des matières

1 OBJET DU MARCHÉ.....	3
2 DÉFINITION DES PRESTATIONS DEMANDÉES	4
2.1 Plan de restauration, de gestion et de suivi écologique des sites compensatoires	4
2.1.1 Plan de restauration, de gestion et de suivi écologique.....	4
2.1.2 Rédaction des dossiers de demande de validation des modalités et caractéristiques des travaux de restauration écologique ou de gestion	6
2.2 Assistance à maîtrise d’ouvrage pour la rédaction et la passation des marchés de travaux et de prestations concernant la restauration, la gestion ou le suivi écologique.....	7
2.3 Assistance à maîtrise d’ouvrage pour la rédaction de conventions de gestion et l’élaboration des engagements environnementaux lors de la contractualisation d’obligations réelles environnementales (ORE).....	7

1 OBJET DU MARCHÉ

Les prestations de ce présent marché ont pour objet la réalisation des études et dossiers réglementaires pour l'aménagement à 2 × 2 voies de la RN12 entre Mortagne-au-Perche et Tourouvre-au-Perche d'une part, et Saint-Anne et Charencey d'autre part.

Le marché se décline en deux parties, chacune d'elle regroupant des missions différentes suivant la section de la RN12 considérée, selon les missions suivantes :

- **Section Saint-Anne / Charencey :**

- Réalisation de toutes les études nécessaires à l'élaboration des dossiers de concertation, d'études préalables, d'audit de sécurité routière et d'enquête publique (hors géométrie, notice d'assainissement)
- Réalisation des dossiers suivants :
 - Concertation MECDU
 - Audit de sécurité routière
 - Évaluation socio-économique
 - Enquête Publique préalable à la DUP (dont étude d'impact)
 - Dossier d'autorisation environnementale
 - Programme de l'opération
 - Dossier des engagements de l'État
- Définition des mesures de compensations environnementales
- Recherche des sites de compensations environnementales
- Préparation du cahier des charges de la réalisation des mesures compensatoires
- Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la préparation et la participation à la phase d'enquête publique

- **Section Mortagne-au-Perche / Tourouvre-au-Perche :**

- Réalisation de toutes les études nécessaires à l'élaboration du dossier de demande d'autorisation environnementale (hors notice d'assainissement)
- Élaboration des dossiers suivants :
 - Dossier d'autorisation environnementale
 - Dossier des engagements de l'État
- Définition des mesures compensatoires environnementales
- Recherche des sites de compensations environnementales
- Préparation du cahier des charges de la réalisation des mesures compensatoires
- Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la préparation et la participation à la phase d'enquête publique

2.1 Plan de restauration, de gestion et de suivi écologique des sites compensatoires

2.1.1 Plan de restauration, de gestion et de suivi écologique

Les actions menées sur les terrains conventionnés ou acquis doivent permettre d'équilibrer le bilan écologique du projet. Les mesures compensatoires mises en œuvre participent à la neutralité, voire à l'amélioration de la biodiversité à l'échelle large du projet. La seule gestion conservatoire de milieux similaires à ceux détruits ou dont le fonctionnellement serait appauvri (fragmentation d'espace, perte de corridors etc.) ne saurait infléchir favorablement le bilan. Aussi, il sera recherché en priorité des terrains sur lesquels une réelle plus-value écologique est possible. Cette plus-value nécessite souvent la mise en œuvre d'un plan de restauration écologique préalable à une phase de gestion et de suivi.

La réalisation du plan s'appuie sur les diagnostics écologiques réalisés précédemment.

Le prestataire s'attachera notamment à rappeler quels sont les caractéristiques initiales du terrain au regard des différents milieux et espèces en présence (diagnostic écologique) et préciser les résultats attendus et la plus-value escomptée par le programme de restauration et de gestion envisagé.

Plan de restauration écologique

La restauration met en œuvre des techniques de génie écologique : ces techniques permettent à la biodiversité d'évoluer vers un état souhaité, en l'occurrence en compatibilité avec les objectifs recherchés de préservation de la faune, de la flore et des habitats impactés par le projet.

Le prestataire conçoit le plan de restauration. Cela permet de définir avec précision, la localisation des mesures compensatoires, la nature des travaux, les volumes concernés, des calendriers d'opération et le phasage des opérations, de détailler les conditions de leur mise en œuvre, préciser les espèces végétales éventuellement implantées, les quantités, les équipements nécessaires et les techniques mises en œuvre.

Selon les cas, il peut être nécessaire de les préciser à l'aide d'avant métrés. Le prestataire justifiera la prise en compte des contraintes géologiques, géotechniques, hydrologiques, hydrogéologiques, et permettant d'expliquer les modalités de réalisation des chantiers.

Les dimensionnements et calculs doivent permettre aux entreprises de faire une offre de prix sans étude technique complémentaire. Le niveau de prestation attendu est par conséquent celui d'un CCTP.

Les estimations détaillées des coûts des travaux de restauration complètent cette phase du plan. Il est prévu qu'il se déroule, dans la plupart des cas, sur une durée de 5 ans, au terme desquels il n'est généralement plus nécessaire de mener des actions d'ingénierie sur les écosystèmes.

Mesures de gestion

Le plan prévoit également les mesures de gestions conservatoires. Qu'il s'agisse d'espaces contigus aux espaces à restaurer ou qu'ils participent à un ensemble cohérent (à l'échelle de la trame verte et bleue par exemple), ou encore qu'il s'agisse d'espaces ayant déjà fait l'objet de mesures de restauration, le prestataire doit mettre en place une stratégie de gestion afin de préserver la trajectoire écologique souhaitée pour l'espace.

Cette phase nécessite de décliner divers modes d'entretiens favorables à l'atteinte des objectifs et d'en prévoir les modalités (techniques et financières) pour les terrains acquis par l'État comme pour ceux conventionnés avec les propriétaires.

La durée s'établit la plupart du temps aux alentours de 30 ans à 60 ans, cette durée intégrant la phase de restauration.

Plan de suivis

Chacune des phases (restauration ou gestion) fait l'objet d'un plan de suivi que le prestataire

devra définir sur la durée de leur mise en œuvre. Le plan précise les méthodes adaptées au suivi de l'évolution des habitats, des populations d'espèces tant faunistiques que floristiques et les fonctionnalités écologiques. Le prestataire propose une série d'indicateurs validée par l'acheteur en accord avec les engagements de l'État et/ou des autres services concernés (OFB, DDT, service patrimoine naturel de la DREAL, CSRPN ou CNPN selon les cas). Outre le fait de rendre compte, les éléments issus du suivi permettent également au prestataire de proposer des mesures correctives sur la base de constats avérés, notamment si les objectifs risquent de ne pas être atteints. Les mesures correctives peuvent concerner la phase de restauration comme celle de gestion. Le prestataire sera amené à imaginer de nouveaux dispositifs et en informera au plus tôt l'acheteur et les services associés selon les mêmes modes opératoires que les projets initiaux.

Le plan de restauration, de gestion et de suivi sera complété par une estimation fiable des coûts de restauration, de gestion et de suivi. Il détaille notamment les coûts des opérations sur la durée des engagements de compensation (30 à 60 ans) permettant l'atteinte d'un bon état de conservation des habitats créés, ainsi que les modalités de gestion et de suivi lié à l'usage de la propriété (définition des impôts et taxes, des mises à jour des conventions...) ;

À la demande du prestataire et selon ses besoins, l'acheteur fera effectuer et fournira un levé topographique des terrains pressentis au format numérique. Sa précision sera adaptée à l'échelle du plan des travaux de restauration écologique.

Afin de réduire le risque de non atteinte des objectifs, le plan de restauration, de gestion et de suivi peut être formalisé avant la maîtrise foncière (ou le conventionnement) intégral des surfaces prévues. Le prestataire produira le plan dès lors que l'acquisition ou la convention couvre plus des deux tiers du besoin théorique en surface. Il s'agit donc d'un document évolutif dont la mise à jour est faite en continu par le prestataire.

Le prestataire produira un dossier « Plan de restauration, de gestion et de suivi écologique » comprenant :

- Une note technique présentant :
 - Le contexte du projet et les enjeux de compensation (surface totale détruite faisant l'objet de compensation, surface totale de compensation à mettre en œuvre par milieu, espèces) ...
 - La description générale du site compensatoire : localisation, synthèse du diagnostic et des enjeux écologiques (type de milieux naturels, résultats d'inventaires, état de conservation), surfaces de compensation apportées par milieu ...
 - Les principes et objectifs de gestion du site ; travaux de restauration envisagés, modes de gestion, durées de gestion, objectifs attendus après restauration, facteurs pouvant influencer la gestion, méthodes de suivi ...
- Des fiches action synthétiques récapitulant l'ensemble des informations nécessaires à la bonne mise en œuvre de l'action (enjeux, objectifs à long terme, résultats attendus, localisation, modalité de réalisation et d'entretien, préconisations environnementales, calendrier de mise en œuvre, période d'intervention, cortèges d'espèces visées, mesures compensatoires, description de l'action, coûts prévisionnels, indicateur de réalisation, opérateur...). Les fiches action sont à réaliser pour les actions de restauration, les actions de gestion et les actions de suivi des habitats et espèces ainsi que pour l'évaluation du plan de gestion et des objectifs de compensation.
- Des éléments cartographiques au format PDF :
 - Plan de situation à l'échelle 1/25 000 ;
 - Plan d'assemblage des parcelles concernées par les travaux de restauration écologique et de gestion à l'échelle 1/10 000 ;
 - Plan·s des travaux de restauration écologique de chaque parcelle concernée à l'échelle

1/500 ;

- Plans des modes de gestion par milieu
- Profils en travers ou coupes de détail à l'échelle 1/100
- Les fichiers informatiques SIG (format .shapefile, projection Lambert 93) : contours du site (gabarit GeForce), objectifs des mesures compensatoires par grands milieux, état de conservation des habitats avant restauration, mesures de gestion...
- Des avant-métrés
- Une synthèse financière prévisionnelle par action et une synthèse financière par année sur la durée totale de l'engagement, en distinguant les coûts inhérents à la restauration, à la gestion, aux suivis et à l'assistance à maîtrise d'ouvrage.
- Un calendrier général des interventions pour chaque action

Le dossier « plan de restauration, de gestion et de suivi écologique » initial est transmis en version numérique par voie électronique (version PDF et version modifiable libre office / Word). Seule la version définitive et validée sera à transmettre en version PDF.

Un point d'attention sur la réalisation de l'état initial est nécessaire. La définition précise du plan de restauration, gestion et suivi, est un préalable indispensable à la mise en place d'un protocole rigoureux pour le suivi d'indicateurs. Les premiers inventaires de suivi doivent servir à établir un état initial (ou état 0). Cet inventaire cible les espèces et milieux objets de la compensation davantage que n'a pu le faire le diagnostic écologique : ces deux documents ne poursuivent pas les mêmes objectifs. De fait, le premier inventaire de suivi doit être réalisé à l'issue de la définition du plan et avant les premières interventions physiques sur les parcelles dédiées à la compensation afin de ne pas fausser l'analyse. Il appartient au prestataire de cadrer la méthode, le contrôle et les moyens nécessaires à la réalisation des prestations de restauration, gestion et suivis qui seront effectués par des tiers.

La présente mission comprend les temps passés et les moyens humains et matériels nécessaires aux déplacements sur le terrain, aux entretiens avec les propriétaires et les acteurs locaux (associations environnementales, service des domaines, SAFER, collectivités, opérateurs locaux de protection de la nature, conseil départemental, géomètres chargés des aménagements fonciers...) aux travaux d'études et de restitution. Il comprend également les réunions de travail avec l'acheteur, et la rédaction des comptes-rendus de réunions.

2.1.2 Rédaction des dossiers de demande de validation des modalités et caractéristiques des travaux de restauration écologique ou de gestion

Dès lors que l'autorisation administrative ne vise pas de façon précise les travaux effectifs nécessaires à la réalisation des mesures de compensation, il est nécessaire de les sécuriser d'un point de vue réglementaire et juridique.

Autant que faire se peut, les travaux de restauration, de gestion doivent éviter de générer des procédures de dérogations pour destruction d'espèces protégées, de défrichements ou des déclarations ou autorisations au titre de la loi sur l'eau.

Toutefois, selon la nature de ces travaux et l'ambition des mesures compensatoires, la validation des modalités de travaux par les services instructeurs est souvent un préalable au démarrage des travaux ou à la gestion.

Par conséquent, le titulaire mobilisera les éléments en sa possession pour réaliser ces dossiers de demande de validation des modalités et caractéristiques des travaux de restauration écologique ou de gestion. Ils seront accompagnés d'une note technique précisant les enjeux des mesures envisagées et une description détaillée de ces mesures afin de permettre au service instructeur un examen objectif. Dans ces démarches, plus encore que dans la définition des mesures compensatoires, il est impératif

de démontrer le rôle très favorable pour les écosystèmes (dont les espèces qui les composent) des mesures choisies.

2.2 Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la rédaction et la passation des marchés de travaux et de prestations concernant la restauration, la gestion ou le suivi écologique

La mission consiste à assister l'acheteur pour la passation des marchés publics visant la mise en œuvre des mesures compensatoires, leur gestion ou leurs suivis. Ces marchés concernent la consultation des entreprises pour les travaux de restauration, la consultation d'un opérateur pour la gestion des mesures compensatoires, la consultation de prestataires pour le suivi des mesures (application du protocole de suivi, inventaires etc.)

Le prestataire prépare les pièces techniques du dossier de consultation des entreprises qu'il remet à l'acheteur. Il s'agit :

- du cahier des clauses techniques particulières
- du bordereau des prix
- du détail estimatif
- de l'estimation de l'administration

Il est complété de documents graphiques (plans et de coupes) permettant la compréhension du dossier.

Le prestataire produit également un rapport d'analyse des offres qu'il remet à l'acheteur. Ce rapport doit être réalisé dans un délai de 10 jours et être conforme au CCTP.

Les documents produits doivent être utilisables par les logiciels du monde libre pour ce qui concerne les textes et tableurs (Open office) et avec le logiciel QGis pour ce qui concerne les plans.

2.3 Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la rédaction de conventions de gestion et l'élaboration des engagements environnementaux lors de la contractualisation d'obligations réelles environnementales (ORE)

La mission consiste à assister l'acheteur pour la rédaction des conventions de gestion suite à la mise en œuvre de mesures compensatoires et pour l'élaboration des engagements environnementaux à contractualiser dans les obligations réelles environnementales (ORE) qui seraient passées par l'Acheteur pour la mise en œuvre, la gestion et/ou le suivi des mesures compensatoires.

Le prestataire mettra à disposition de l'acheteur l'ensemble des données nécessaires à la rédaction desdits documents.